

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

Risoluzione n. 341

La trasformazione della NATO e il futuro dell'Alleanza (*)

Annunziata il 10 gennaio 2006

L'ASSEMBLÉE,

1. *Soulignant* le rôle crucial que l'Alliance joue pour la défense collective des pays membres et la sécurité de la région euro-atlantique dans son ensemble;

2. *Constatant et saluant* les adaptations pragmatiques faites après la fin de la Guerre froide et qui ont transformé l'OTAN en un important pourvoyeur de sécurité, à la fois au sein et en dehors de sa zone d'opérations traditionnelle;

3. *Rappelant* que les clauses restrictives nationales devraient être considérées comme une mesure exceptionnelle et qu'elles devraient être justifiées et clairement portées à la connaissance des Alliés et des parlements nationaux;

4. *Déplorant* que les clauses restrictives nationales sur l'utilisation des forces al-

liées risquent de nuire à l'efficacité des opérations conjointes dirigées par l'OTAN, notamment en Afghanistan, et *notant* qu'il est important de parvenir à un accord fondamental sur des questions telles que les règles d'engagement et la politique en matière de détention;

5. *Prenant acte* que le financement des opérations conjointes selon le principe « l'intégralité des coûts est inhérente à la participation à l'opération » n'est plus approprié et décourage la participation des pays aux opérations de l'OTAN, en particulier à celles de sa Force de réaction (NRF);

6. *Critiquant* le fait que certains Alliés n'aient pas honoré leurs engagements politiques avec les ressources nécessaires, et *soulignant* que tous les pays membres de l'OTAN ont tout avantage à ce que l'Afghanistan soit sécurisé et stable;

7. *Affirmant* que l'OTAN, en particulier, est à même de lancer, déployer, commander et maintenir sur place de vastes opéra-

* présentée par la Commission politique

tions militaires multinationales, mais *soulignant* que l'Alliance dépend d'une coopération étroite et efficace avec d'autres organisations internationales pour remplir les fonctions non militaires essentielles au succès des opérations d'après-conflit, y compris la reconstruction de la nation;

8. *Soulignant* l'importance de la coopération de l'OTAN avec l'Union européenne, mais *regrettant* l'arrêt de tout progrès dans la coopération entre les deux institutions en raison des questions non résolues liées au récent élargissement de l'Union européenne;

9. *Reconnaissant* que les Etats en déliquescence, les groupes terroristes actifs au niveau international et la prolifération des armes de destruction massive (ADM) constituent les principales menaces pour la sécurité des pays membres et des pays partenaires de l'OTAN;

10. *Constatant* qu'il y a plus de crises dans le monde que ne peuvent en gérer les Alliés - compte tenu de leur volonté politique et de leurs ressources - et que l'OTAN doit donc définir ses priorités et les moyens dont elle dispose pour gérer les crises;

11. *Soulignant* que le potentiel de l'OTAN en tant que forum propice au dialogue politique et stratégique et à la recherche d'un consensus entre Alliés devrait être utilisé plus systématiquement et plus efficacement;

12. *Saluant* l'initiative du Secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, de relancer la transformation politique de l'OTAN afin de compléter l'adaptation militaire en cours;

13. INVITE INSTAMMENT les gouvernements et les parlements des pays membres et des pays partenaires de l'Alliance atlantique:

a. à poursuivre et à améliorer les capacités militaires afin de renforcer la mobilité, l'efficacité, l'interopérabilité et la sou-

tenabilité des forces armées de l'OTAN, et à stimuler le débat entre les gouvernements et les parlements nationaux sur l'intensification du rôle politique de l'OTAN;

b. à réexaminer de toute urgence les clauses restrictives notifiées et non notifiées, afin de réduire au minimum leur utilisation dans les opérations conjointes;

c. à élargir d'urgence le champ du réexamen des avantages et des inconvénients de diverses modalités de financement des opérations conjointes afin de parvenir à une répartition des charges plus équitable et plus juste entre les Alliés;

d. à faire correspondre les contributions actuelles aux opérations de l'OTAN avec les engagements qui ont été pris sur le plan politique;

e. à développer et à accroître le rôle de l'Alliance dans les missions humanitaires et de secours en cas de catastrophe naturelle, dans le but d'améliorer la coordination des activités des pays membres et des pays partenaires dans ces domaines;

f. à améliorer la coordination entre les Alliés et avec les organisations internationales telles que l'Union européenne, les Nations unies et l'Union africaine dans la lutte contre le terrorisme, la prévention des conflits et la stabilisation d'après-conflit;

g. à utiliser l'OTAN comme une tribune et un instrument de promotion pour améliorer l'efficacité des dispositifs multilatéraux de non-prolifération;

h. à engager un dialogue sur le rôle de l'OTAN dans la promotion d'une prévention efficace des conflits - notamment par la formation et le renforcement des capacités, et plus spécialement pour les Etats en déliquescence - en étroite collaboration avec l'Union européenne, les Nations unies et d'autres organisations régionales, en particulier l'Union africaine;

i. à améliorer la planification et la coordination des contributions nationales à la NRF, à l'Objectif global européen et aux groupes de combat, entre autres, pour éviter les répétitions et accroître la transparence.

Resolution 341
NATO transformation and the future of the Alliance (*)

THE ASSEMBLY,

1. *Emphasizing* the crucial role the Alliance plays for the collective defence of member countries and the security of the Euro-Atlantic region as a whole;

2. *Acknowledging* and *welcoming* the pragmatic adaptations after the end of the Cold War which have made NATO an important security provider both in and out of its traditional area;

3. *Recalling* that national caveats should be considered as exceptional measures, and that they should be justified and unambiguously known by allies and by national parliaments;

4. *Deploring* that national caveats on the use of allied forces may impede the effectiveness of joint NATO-led operations, particularly in Afghanistan, and *noting* that it is important to reach fundamental agreement on issues like the rules of engagement and detention policy;

5. *Noting* that the funding of joint operations along the « costs lie where they fall » principle is no longer appropriate and discourages participation in NATO operations, particularly those by the NATO Response Force (NRF);

6. *Criticising* the fact that some Allies have not matched political commitments with the necessary resources and *stressing* that all NATO member countries have a stake in a stable and secure Afghanistan;

7. *Affirming* that NATO in particular can generate, deploy, command and sustain large, multinational military operations but *underlining* that the Alliance depends on close and effective co-operation with other international organizations to perform the non-military functions essential to the success of post-conflict operations, including nation-building;

8. *Stressing* the importance of NATO's co-operation with the European Union, but *lamenting* that further progress in institutional co-operation is on hold because of unresolved issues arising from the recent enlargement of the European Union;

9. *Recognizing* that failing states, internationally active terrorist groups and the proliferation of weapons of mass destruction (WMD) are the key threats to the security of NATO member and partner countries;

10. *Acknowledging* that there are more crises in the world than the Allies have the political will or resources to manage, and that NATO, therefore, needs to agree on priorities and on the means to tackle crises;

* presented by the Political Committee

11. *Stressing* that NATO's potential as a forum for political and strategic dialogue and consensus building among the Allies should be used more systematically and effectively;

12. *Praising* the initiative by NATO Secretary General Jaap de Hoop Scheffer to advance NATO's political transformation to complement its ongoing military adaptation;

13. URGES governments and parliaments of member and partner countries of the North Atlantic Alliance:

a. to further improve military capabilities in order to make NATO's military forces more mobile, more effective, more interoperable and more sustainable, and to stimulate debate among national governments and parliaments on a more political role for NATO;

b. to review urgently declared and undeclared caveats in order to minimise their use in joint operations;

c. to urgently extend the review of pros and cons of various funding modalities for joint operations to achieve a more equitable and fair distribution of burden among the Allies;

d. to match actual contributions to NATO operations with the political commitments made;

e. to build and expand the role of the Alliance in humanitarian and natural disaster relief with a view to improving co-ordination of member and partner countries' activities in these areas;

f. to improve the co-ordination among Allies and with international organizations like the European Union, the United Nations and the African Union in the fight against terrorism, conflict prevention and post-conflict stabilisation;

g. to use NATO as a platform and as a facilitator to make multilateral non-proliferation regimes more effective;

h. to engage in a dialogue on NATO's role in promoting effective conflict prevention, including through training and capacity building, especially in the case of failing states, in close partnership with the European Union, the United Nations, and other regional organizations, in particular the African Union;

i. to improve the planning and co-ordination of national contributions to the NRF, EU Headline Goal, and Battle Groups, among others, in order to avoid duplications and lack of clarity.

N. B. Traduzione non ufficiale

Risoluzione n. 341

La trasformazione della NATO e il futuro dell'Alleanza (*)

L'ASSEMBLEA,

1. *Sottolineando* il ruolo cruciale che l'Alleanza svolge per la sicurezza dei paesi membri e della regione euroatlantica nel suo insieme;

2. *Constatando e accogliendo favorevolmente* gli adattamenti pragmatici successivi alla fine della Guerra Fredda che hanno trasformato la NATO in un importante fornitore di sicurezza, sia all'interno che al di fuori della sua zona operativa abituale;

3. *Ricordando* che le clausole restrittive nazionali dovrebbero essere considerate come misure eccezionali e che dovrebbero essere giustificate e portate senza ambiguità alla conoscenza degli alleati e dei parlamenti nazionali;

4. *Lamentando* il fatto che le clausole restrittive nazionali sull'utilizzo delle forze alleate rischiano di nuocere all'efficienza delle operazioni congiunte dirette dalla NATO, principalmente in Afghanistan, e *osservando* l'importanza di giungere ad un accordo fondamentale su questioni come le regole di ingaggio e la politica in materia di detenzione;

5. *Constatando* che il finanziamento delle operazioni congiunte basato sul principio « *costs lie where they fall* », ovvero ciascuno si fa carico delle spese del proprio personale, non è più adeguato e scoraggia la partecipazione dei paesi alle operazioni della NATO, in particolar modo a quelle della sua Forza di reazione (NRF);

6. *Criticando* il fatto che alcuni Alleati non abbiano ancora onorato i loro impegni politici mettendo a disposizione le risorse necessarie e *sottolineando* che è interesse di tutti i paesi membri della NATO che l'Afghanistan divenga un paese sicuro e stabile;

7. *Affermando* che la NATO in particolar modo è in grado di lanciare, schierare, comandare e mantenere sul posto vaste operazioni militari multinazionali, ma *sottolineando* che l'Alleanza dipende da una cooperazione stretta ed efficace con altre organizzazioni internazionali per lo svolgimento delle funzioni non militari essenziali al successo delle operazioni post-conflitto, compresa la ricostruzione delle nazioni;

8. *Sottolineando* l'importanza della cooperazione tra la NATO e l'Unione europea, ma *esprimendo rammarico* per la sospen-

* presentata dalla Commissione politica

sione di ogni progresso nella cooperazione tra le due istituzioni a causa di questioni irrisolte legate al recente allargamento dell'Unione europea;

9. *Riconoscendo* che gli Stati in fallimento, i gruppi terroristici attivi a livello internazionale e la proliferazione delle armi di distruzione di massa (ADM) costituiscono le minacce principali per la sicurezza dei paesi membri e dei paesi partner della NATO;

10. *Constatando* che nel mondo vi sono più crisi rispetto a quelle che gli Alleati sono in grado di gestire — considerando la loro volontà politica e le loro risorse — e che la NATO deve pertanto definire le sue priorità ed i mezzi di cui dispone per la gestione delle crisi;

11. *Sottolineando* che dovrebbe essere usato con maggiore sistematicità e efficienza il ruolo della NATO come sede del dialogo politico e strategico e della ricerca di un consenso tra gli Alleati;

12. *Lodando* l'iniziativa del Segretario generale della NATO, Jaap de Hoop Scheffer, di rilanciare la trasformazione politica della NATO al fine di completare l'adeguamento militare in corso;

13. **SOLLECITA** i governi e i parlamenti dei paesi membri e dei paesi partner dell'Alleanza atlantica:

a. a migliorare ulteriormente le capacità militari al fine di rafforzare la mobilità, l'efficacia, l'interoperatività e la sostenibilità delle forze armate della NATO e di stimolare il dibattito tra i governi e i parlamenti nazionali in merito all'intensificazione del ruolo politico della NATO;

b. a riesaminare urgentemente le clausole restrittive dichiarate e non dichia-

rate, in modo da ridurre al minimo il loro utilizzo nelle operazioni congiunte;

c. ad estendere urgentemente l'ambito di riesame dei vantaggi e degli inconvenienti delle diverse modalità di finanziamento delle operazioni congiunte, al fine di giungere ad una ripartizione dei costi tra gli Alleati più equa e più giusta;

d. a far corrispondere i contributi effettivi alle operazioni NATO agli impegni che sono stati presi sul piano politico;

e. a costruire e a potenziare il ruolo dell'Alleanza nelle missioni umanitarie e di soccorso in caso di catastrofi naturali, allo scopo di migliorare il coordinamento delle attività dei paesi membri e dei paesi partner in questi settori;

f. a migliorare il coordinamento tra gli Alleati e con le organizzazioni internazionali quali l'Unione europea, le Nazioni Unite e l'Unione africana nella lotta al terrorismo, nella prevenzione dei conflitti e nella stabilizzazione post-conflitto;

g. ad utilizzare la NATO come piattaforma e strumento di promozione per migliorare l'efficacia dei regimi multilaterali di non proliferazione;

h. ad avviare un dialogo sul ruolo della NATO nella promozione di una prevenzione efficace dei conflitti — principalmente attraverso la formazione e il potenziamento delle capacità, in particolar modo nel caso degli Stati in fallimento — in stretta collaborazione con l'Unione europea, le Nazioni Unite e altre organizzazioni regionali, in particolar modo con l'Unione africana;

i. a migliorare la pianificazione e il coordinamento dei contributi nazionali all'NRF, all'Obiettivo globale europeo e ai Gruppi di combattimento, tra gli altri, al fine di evitare duplicazioni e aumentare la trasparenza.

